

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Troisième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 20–24 octobre 2003

## NOTES D'INFORMATION

### **RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS DE L'ÉVALUATION ET DES MESURES PRISES EN CONSÉQUENCE PAR LA DIRECTION—RAPPORT RÉSUMÉ SUR L'ÉVALUATION EN TEMPS RÉEL DE LA RÉACTION DU PAM À LA CRISE EN AFRIQUE AUSTRALE EN 2002–2003 (OPÉRATION D'URGENCE 10200.0)**



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.3/2003/INF/7**  
13 octobre 2003  
ORIGINAL: ANGLAIS

Ce document doit être lu en parallèle avec le document "Rapport résumé sur l'évaluation en temps réel de la réaction du PAM à la crise en Afrique australe en 2002–2003 (opération d'urgence 10200.0)" (WFP/EB.3/2003/6-A/1).

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).



Recommandations de la mission d'évaluation (juillet 2003)	Pour action par:	Réponses de la direction et mesures prises (septembre 2003)
<p>1. Renforcer les évaluations des besoins du PAM par les moyens suivants: i) examen de la méthodologie des missions d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires—évaluation améliorée des importations à prévoir, remplacement des données sur les récoltes par des bilans alimentaires et calcul des besoins de produits alimentaires par habitant; ii) directives pour l'évaluation des besoins d'urgence qui répondent à des normes minimums en matière d'échantillonnage, de moyens de subsistance et d'analyse des marchés et des besoins non alimentaires; iii) connaissance plus précise de l'insécurité alimentaire chronique et passagère au moyen d'études de référence plus nombreuses dans les zones où les populations sont exposées à des chocs répétés.</p>	<p>OEN, en concertation avec ODO</p>	<p>L'unité de l'évaluation des besoins d'urgence (OEN) récemment établie a déjà entrepris l'examen exhaustif et la mise à jour des méthodologies d'évaluation des besoins et des directives en la matière: i) la méthodologie des missions d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires est actuellement revue dans le cadre d'un processus de consultation avec la FAO; de nouvelles directives en la matière devraient être disponibles pour la fin de 2004; ii) une réunion d'experts organisée par le PAM à la fin d'octobre 2003 permettra de donner des avis sur les normes d'évaluation minimum, dont tiendront compte les Directives révisées pour l'évaluation des besoins d'urgence qui seront disponibles pour le printemps 2004; iii) l'unité d'ACV du PAM a établi des plans concrets pour se préparer à conduire des études de référence dans les pays les plus exposés à des catastrophes à compter de 2004.</p>
<p>2. Fournir des directives politiques et opérationnelles au niveau de l'Organisation en ce qui concerne les stratégies de ciblage et de distribution, réexaminer la notion de rations de référence individuelles et familiales à la lumière d'une meilleure connaissance des mécanismes communautaires de soutien social et des capacités de survie des ménages, notamment le rôle des aliments utilisés en cas de famine.</p>	<p>ODO, en concertation avec l'Unité d'ACV, PSPN et PSPP</p>	<p>Il est déjà prévu de soumettre un rapport de politique générale du PAM sur le ciblage sera soumis à la Troisième Session ordinaire en 2004. Des projets de directives opérationnelles sur la distribution ont été préparés au début de 2003 et leur version définitive sera arrêtée en 2004. De nouvelles études de référence sur la sécurité alimentaire appuieront la mise au point de rations alimentaires adaptées aux conditions locales. Les modifications apportées à la ration de référence utilisée pour la planification sont conformes aux directives opérationnelles conjointes du PAM, de l'OMS, de l'UNICEF et du HCR.</p>
<p>3. Veiller à ce que le suivi-évaluation bénéficie de fonds spécialement prévus et d'une ligne budgétaire dans les documents relatifs aux opérations d'urgence et aux IPSR.</p> <p>Des fonctionnaires spécialistes du suivi-évaluation et de l'analyse et cartographie de la vulnérabilité devraient être envoyés sur place dès le début d'une nouvelle opération d'urgence .</p>	<p>OEDR, en concertation avec OEDB et ODO</p>	<p>OEDP et OEDB confirment que depuis 1999 les secteurs prioritaires "problématique hommes/femmes", "Sécurité" et "suivi-évaluation" du plan de budget transectoriel figurent en tête des colonnes du tableau des CAD dans tous les documents d'approbation de projet; le budget prévu devrait être ventilé sous ces rubriques et sous une colonne "non alloués". Les informations figurant sous ces colonnes seront saisies dans WINGS. Les fonds correspondant à ces quatre colonnes sont alloués aux directeurs de pays sous forme d'un montant global qu'ils peuvent affecter comme ils le jugent nécessaire, en fonction de leurs priorités.</p> <p>OD, en liaison avec HR, s'efforcera, surtout au début d'opérations d'urgence importantes, d'envoyer (soit par réaffectation soit par affectation temporaire) du personnel qualifié en suivi et évaluation des programmes. A mesure que progressera la formation en suivi-évaluation dispensée par le PAM, des effectifs plus importants possédant les qualifications requises pourront être déployés sur le terrain. Dans l'intervalle, on pourra faire appel à du personnel de suivi-évaluation des bureaux régionaux, de bureaux de pays ou de Rome.</p>

Recommandations de la mission d'évaluation (juillet 2003)	Pour action par:	Réponses de la direction et mesures prises (septembre 2003)
<p>Les orientations relatives au suivi-évaluation au niveau de l'Organisation devraient comporter des modules pratiques, des avis par étapes et des formulaires normalisés facilement adaptables aux besoins locaux. Il faudrait chercher à instaurer un bon équilibre entre la collecte de données de suivi-évaluation, le traitement et l'analyse des données.</p>		<p>OEDP et ODO confirment que le Carnet d'instructions pour les situations d'urgence, les directives pour les situations d'urgence, la trousse d'outils d'urgence, les directives sur la distribution des aliments et les sections du Manuel de conception des programmes du PAM consacrées au suivi-évaluation (sur WFPgo) fournissent des orientations pratiques sur le suivi-évaluation dans le contexte des urgences et des IPSR. Les documents plus récents proposent des avis par étapes et des formulaires normalisés facilement adaptables aux besoins locaux. Le problème maintenant est de faire en sorte que le personnel de terrain connaisse bien les orientations de l'Organisation et sache où trouver les informations dont il a besoin.</p> <p>◇ OEDR convient qu'il faut équilibrer collecte des données, analyse, etc. ce que préconisent les orientations relatives au suivi-évaluation au niveau de l'Organisation.</p>
<p>4. Examen des conditions nécessaires pour la mise en place rapide, l'exploitation et la liaison de WINGS et COMPAS dans un contexte d'urgence. Il est très important qu'une formation appropriée soit organisée dans les bureaux de pays.</p>	<p>OTF et ICT, en coopération avec FS</p>	<p>La correction suivante doit être apportée au paragraphe 82 du rapport résumé. Malgré les liens existant entre WINGS et COMPAS, essentiellement en ce qui concerne les données sur le volume de produits, COMPAS n'est pas intervenu directement dans le déblocage des fonds des projets dans WINGS.</p> <p>Le déblocage des fonds était subordonné à la mention portée dans le connaissance (dans le cas d'expéditions maritimes de contributions en nature) ou dans la documentation accompagnant la livraison des produits (dans le cas d'achats locaux ou régionaux) à l'époque où l'évaluation se faisait en temps réel. Le système a maintenant été changé. Comme indiqué au paragraphe 84 du Rapport résumé sur l'évaluation en temps réel, de nouveaux mécanismes de déblocage de fonds ont été établis; dans les cas de COD, TTEM, Autres COD et CAD, les fonds sont débloqués à la délivrance du bon d'achat. Ils sont ainsi disponibles beaucoup plus tôt que précédemment, c. à d. avant l'arrivée des produits.</p> <p>Il faut préciser qu'il n'y a pas de transfert manuel des données entre COMPAS et WINGS, bien qu'en cas de besoin des informations sur le volume de produits puissent être transmises de COMPAS à WINGS.</p> <p>Depuis la crise en Afrique australe, OTP a fait le nécessaire pour mettre en œuvre/renforcer COMPAS au début d'une urgence. C'est ainsi que la récente urgence en Iraq a bénéficié du renforcement de la capacité de réaction de COMPAS.</p> <p>FS entreprend actuellement d'augmenter le potentiel de gestion financière de l'Organisation. Les mesures sont essentiellement de trois ordres:</p> <p>◇ Formation ciblée pour améliorer les compétences et l'efficacité des fonctionnaires des finances, des agents des finances et des administrateurs pour les questions financières;</p> <p>◇ Amélioration du niveau des agents des finances; et</p> <p>◇ Examen, amélioration et renforcement des systèmes et des procédures d'entrée des données, en coopération avec ICT.</p>



Recommandations de la mission d'évaluation (juillet 2003)	Pour action par:	Réponses de la direction et mesures prises (septembre 2003)
		<p>Ces mesures porteront sur les opérations en cours et incluront un examen des besoins en interventions rapides; elles doteront l'Organisation des expertises et des systèmes appropriés dans le domaine financier pour rendre possible une réaction efficace dans les meilleurs délais.</p> <p>OTP a assuré le financement et établi actuellement des postes d'administrateur COMPAS au niveau du bureau régional pour appuyer les bureaux de pays. Il a également établi et formé dans différents bureaux de pays un cadre de personnel local pouvant être déployé rapidement afin d'accélérer la mise en œuvre de COMPAS en cas d'urgence.</p> <p>La nécessité d'allouer des ressources adéquates (personnel et équipement) aux activités de suivi des produits, notamment au début d'une nouvelle opération d'urgence, est à nouveau rappelée aux directeurs régionaux et aux directeurs de pays par la publication d'une Directive de OD.</p> <p>OTP prépare une nouvelle série de cours de formation aux activités de suivi des produits et à l'utilisation de la nouvelle version de COMPAS. Les cours commenceront avec ODK en novembre 2003.</p>
<p>5. Rationaliser le recrutement du personnel pour les opérations d'urgence. Une équipe unique du Siège devrait être responsable de l'ensemble du recrutement pour ces opérations. Afin de compléter la réserve de candidats pour les interventions d'urgence, il faudrait constituer une réserve de consultants extérieurs, notamment de programmeurs confirmés connaissant bien le PAM, et veiller à l'équilibre entre les deux sexes. Le Directeur exécutif adjoint (Opérations) et le Chef du personnel (Bureau du Directeur exécutif) devraient être invités à s'occuper plus activement des affectations des agents inscrits dans ces réserves en veillant à ce que les supérieurs justifient dûment le maintien en place de personnel lorsqu'il y a des besoins urgents.</p>	<p>HR, en concertation avec OED, OEP et OTP/OTL</p>	<p>Il est effectivement nécessaire d'améliorer l'utilisation de la réserve de candidats pour les interventions d'urgence. Maintenant que OD assume la direction des opérations, les premières mesures ont été prises pour mettre au point une nouvelle politique dans ce domaine et instaurer une formation aux interventions d'urgence.</p> <p>La création de la fonction de coordonnateur de la dotation en personnel fournira un mécanisme d'évaluation des besoins en personnel et des capacités du personnel qui renforcera le dispositif de réaction rapide.</p> <p>Avec la création de Staffnet, outil de recrutement par web, les administrateurs peuvent consulter la base de données sur le personnel en poste et sur les candidats extérieurs (sexe, nationalité, précisions sur le contrat et sur les qualifications, utilisation de mots clés) pour identifier les ressources en personnel possédant les qualifications voulues.</p> <p>Au cours de l'opération en Iraq, HR a établi une réserve de candidats intéressés par des affectations à court terme/postes de consultants, et une réserve de personnel retraité.</p> <p>HR étudiera la possibilité d'établir un concept d'"équipe unique" pouvant intervenir en cas d'urgence et déterminera s'il en résulterait une amélioration des délais d'intervention.</p>
<p>6. Analyser la capacité des ONG dans les situations d'urgence, en donnant aux bureaux de pays des directives pour évaluer rapidement les capacités des ONG et les moyens possibles de remédier à leurs insuffisances à court et à long terme dans le domaine du financement, de la formation et des apports extérieurs.</p>	<p>PERN, en concertation avec OEP et PSPP</p>	<p>Un groupe de travail composé de représentants de haut rang de la communauté internationale d'ONG et du personnel du PAM sur le terrain et au siège révisé actuellement les directives du PAM sur les modalités de financement des ONG. Une version finale de directives améliorées devrait être disponible sous peu.</p> <p>La Division des Relations extérieures—qui centralise les relations avec les ONG au PAM—étudie actuellement les mesures à prendre pour mieux faire connaître et comprendre aux partenaires actuels et potentiels les politiques et les modalités de programmation du PAM en la matière. On attend de l'opération une base de données complète et une série de directives sur les domaines dans lesquels le PAM et les ONG peuvent rechercher des partenariats, ainsi que sur les services complémentaires que les deux parties peuvent fournir.</p>



Recommandations de la mission d'évaluation (juillet 2003)	Pour action par:	Réponses de la direction et mesures prises (septembre 2003)
		<p>ODJ a entrepris de passer en revue sa collaboration avec les ONG dans le cadre de l'intervention d'urgence en Afrique australe. Au nombre des problèmes examinés figurent: l'opération de sélection des partenaires (y compris les critères établis pour l'évaluation du potentiel des ONG au Swaziland); et la collaboration en relation avec l'évaluation des besoins, le ciblage des bénéficiaires, le suivi-évaluation et le renforcement du potentiel. On pense que les résultats des études conduites par le siège et des études de ODJ seront communiqués à la prochaine consultation annuelle PAM/ONG.</p>
<p>7. Étudier des arguments clairs pour faire valoir l'avantage relatif dont jouit le PAM en ce qui concerne les causes structurelles de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, notamment le VIH/SIDA, particulièrement dans le contexte des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, des bilans communs de pays et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Les distributions générales de produits alimentaires devraient être limitées à des périodes bien définies.</p>	PSPP	<p>Une bonne partie du travail effectué par le PAM au cours des dernières années pour élaborer une stratégie et une politique générale a été centrée sur la mise au point d'arguments clairs faisant valoir l'avantage relatif dont le PAM jouit pour aborder les causes structurelles de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Ce souci restera prioritaire dans l'élaboration de politiques et l'activité de plaidoyer en rapport avec le VIH/SIDA, le rôle des aliments dans les filets de protection sociale et la politique en matière de nutrition, et se reflétera dans les rapports de politique générale qui seront présentés au Conseil sur ces sujets en 2004. Tout en convenant qu'en principe les distributions générales de produits alimentaires doivent être limitées à des périodes clairement définies, le PAM estime que les modalités de distribution des produits alimentaires doivent rester très souples pour tenir compte de la diversité des situations d'urgence et de redressement auxquelles il est confronté. À l'avenir, les directives pour les distributions de produits alimentaires chercheront à maintenir un équilibre entre la souplesse requise et la recherche d'une définition plus claire des situations où les distributions alimentaires générales sont considérées comme la réponse appropriée.</p>
<p>8. Renforcer et améliorer la qualité des interventions ciblées complémentaires existantes plutôt que de les multiplier.</p>	ODJ	<p>ODJ et les bureaux de pays ont pris un certain nombre de mesures pour appuyer le renforcement d'interventions ciblées des programmes au moment où les modalités de l'aide écartent les distributions alimentaires générales de grande envergure dans la plupart des pays où est mise en oeuvre une opération d'urgence. A titre d'exemple au niveau régional, le PAM a: entrepris une consultation conjointe sur la programmation de l'aide alimentaire aux personnes atteintes du VIH/SIDA, participé à une mission avec l'UNICEF pour examiner la collaboration en matière d'alimentation scolaire, appuyé un certain nombre d'ateliers chargés d'examiner les problèmes nutritionnels liés à la programmation, travaillé avec des ONG en vue d'améliorer les systèmes de suivi et de surveillance et l'impact des programmes. De leur côté, les bureaux de pays ont travaillé activement avec leurs partenaires à l'amélioration de la qualité et de la compatibilité des interventions ciblées. Au Malawi par exemple, des manuels ont été établis sur des sujets tels que les mesures de lutte contre le VIH/SIDA et les projets de formation/vivres-contre-travail. Une série de missions d'évaluation technique interorganisations aura lieu en octobre et mettra l'accent sur les partenariats grâce auxquels les interventions d'aide alimentaire pourraient contrer plus efficacement les effets du VIH/SIDA.</p>

